

Nice, le 5 août 2014

Préfecture des Alpes-Maritimes

A l'attention de Monsieur le Secrétaire Général

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**
***Rapport de présentation au Conseil départemental
de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques***

Etablissement concerné : Usine de fabrication de produits chimiques de Gillette exploitée par la société LA MESTA CHIMIE FINE
Objet : 1. Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations
2. Classement des tours aéroréfrigérantes suite à la modification de la nomenclature ICPE
Réf. : o Lettre de l'exploitant du 13/02/2014 relative aux tours aéroréfrigérantes
o Lettre de l'exploitant du 25/11/2013 relative aux garanties financières
p.j. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le présent rapport présente l'instruction par l'inspection des installations classées des déclarations produites par la société LA MESTA CHIMIE FINE relatives :

- o au bénéfice des droits acquis pour la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf. lettre du 13/02/2014) ;
- o au calcul du montant des garanties financières à constituer pour la mise en sécurité de ses installations de Gillette en application des articles L.516-1 et L.516-2 du code de l'environnement (cf. lettre du 25/11/2013).

1. Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations

1.1. Contexte législatif et réglementaire

Le code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations classées Seveso « seuil haut », a été étendue par le décret n°2012-633 du 03/05/2012 en cas de défaillance économique de l'exploitant, à la mise en sécurité lors de la cessation définitive d'activité de certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement, dont la liste est définie par arrêté ministériel.

Les dispositions de ce décret sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2012.

Des arrêtés ministériels du 31/05/2012 et du 31/07/2012, venus compléter le corpus réglementaire, définissent :

- o la liste des installations classées visées (fonction des rubriques ICPE) et le calendrier de mise en œuvre pour les installations existantes ou nouvelles ;

- les modalités de calcul et d'actualisation de ces garanties financières ;
- les modalités de constitution des garanties financières.

Pour les installations existantes soumises au titre de l'annexe I et de la première colonne de l'annexe II de l'arrêté du 31/05/2012, qui fixe la liste des installations classées concernées, les garanties financières doivent être constituées à hauteur de 20 % du montant dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du décret, soit au 1^{er} juillet 2014 ¹.

L'arrêté ministériel prévoit également un échéancier de constitution progressive des garanties financières à compter de ces dates, et, lorsque le montant des garanties financières est inférieur à 75.000 € TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner les sommes correspondantes.

1.2. Proposition de la société LA MESTA CHIMIE FINE

L'exploitation de l'usine de Gilette par la société LA MESTA CHIMIE FINE est autorisée par arrêté préfectoral du 20/09/1996.

Elle relève des dispositions relatives à l'obligation de constitution de garanties financières pour les rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique
1110	Fabrication industrielle de substances et préparations très toxiques
1130	Fabrication industrielle de substances et préparations toxiques
1171	Fabrication industrielle de substances ou préparations dangereux pour l'environnement
1431	Fabrication industrielle de liquides inflammables
1175	Emploi ou stockage de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction, etc.

Le calcul du montant des garanties financières a été transmis par courrier du 25/11/2013 et prend, notamment, comme hypothèses un entreposage de déchets sur le site limité à :

- déchets dangereux : 127,6 tonnes ;
- déchets non dangereux : 75 m3.

Le calcul de l'exploitant, conduisant à un montant de 156.900 € TTC (indice TP01 de juin 2013) ne suscite pas d'observation de notre part.

2. Classement des tours aéroréfrigérantes

La rubrique n°2921 de la nomenclature ICPE relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air a été modifiée par le décret n°2013-1205 du 14/12/2013 de telle sorte que ces installations ne relèvent plus du régime de l'autorisation, mais de l'enregistrement ou de la déclaration selon que leur puissance est supérieure ou pas à 3 MW.

Par lettre en date du 13/02/2014, la société LA MESTA CHIMIE FINE a déclaré au préfet que les deux tours aéroréfrigérantes qu'elle exploite, pour une puissance totale de 2,8 MW, relèvent de la rubrique ICPE n°2921, dans sa nouvelle version, et désormais du régime de la déclaration.

L'exploitation des tours aéroréfrigérantes est actuellement règlementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/2005.

Toutefois, il nous apparaît aujourd'hui nécessaire d'actualiser les prescriptions réglementaires et techniques applicables aux deux tours exploitées par la société LA MESTA CHIMIE FINE afin de prendre en compte le retour d'expérience issu de l'application des textes ministériels de 2004 relatifs à l'exploitation de ce type d'ICPE.

¹ Nota : pour les installations existantes soumises au titre de la deuxième colonne de l'annexe II de l'arrêté du 31/05/2012, la constitution de 20 % du montant est à réaliser au 1^{er} juillet 2019.

Ce retour d'expérience a conduit le ministère de l'Ecologie à définir de nouvelles prescriptions générales par arrêté du 14/12/2013 (JO du 24/12/2013)² ; ce sont ces prescriptions qu'il convient d'imposer à la société LA MESTA CHIMIE FINE.

3. Conclusion et propositions

Concernant les garanties financières, en application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement, nous proposons à M. le Préfet des Alpes-Maritimes de fixer par arrêté préfectoral complémentaire, pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le montant des garanties financières applicables à la société LA MESTA CHIMIE FINE pour l'usine de Gilette à 156.900 € TTC, tel que précisé ci-dessus.

Le calcul de ces garanties financières a été proposé par l'exploitant sur la base d'une limitation des quantités de déchets présents sur le site. Nous proposons à M. le Préfet que l'arrêté complémentaire fixe également les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site selon les hypothèses de calcul détaillées au point 1 ci-dessus.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi en ce sens est joint au présent rapport.

Concernant les tours aéroréfrigérantes, l'information faite au préfet par l'exploitant répond sur la forme et le fond à ce que le code de l'environnement requiert et peut donc être considérée comme recevable.

Nous proposons donc à Monsieur le Préfet de fixer par arrêté préfectoral, pris en application des dispositions des articles R.512-31 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires actualisant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/12/2005 sur la base de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux installations relevant de la rubrique ICPE n°2921.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi en ce sens est joint au présent rapport ; il a été communiqué à l'exploitant le 05/08/2014.

Nous proposons donc à Monsieur le préfet de :

- transmettre le présent rapport aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et de les inviter à émettre un avis sur le projet de prescriptions joint ;
- procéder à la consultation de l'exploitant prévue aux articles R.512-25 et R.512-26 du code de l'environnement ;
- nous adresser la preuve lisible datée de notification de l'arrêté à l'exploitant.

² Arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.